



**ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC**

**EXTRAIT DE PÉTITION  
(Conforme au Règlement)**

**Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 104 pétitionnaires.**

**Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec**

**Les faits invoqués sont les suivants :**

**CONSIDÉRANT** l'augmentation de cas de cancer et l'apparition de nouvelles formes de cancers reliés aux implants mammaires;

**CONSIDÉRANT QUE** toute personne subissant des problèmes graves sur la santé pourraient être évités;

**CONSIDÉRANT** le manque d'informations nécessaires à la prise d'une décision libre et éclairée en regard des risques liés aux chirurgies esthétique incluant les implants mammaires;

**CONSIDÉRANT QUE** le registre sur les instruments médicaux (implants mammaires) est demandé depuis près de vingt ans;

**CONSIDÉRANT QUE** la vie, la santé et la sécurité de toutes les femmes sont importantes;

**CONSIDÉRANT QUE** la surveillance a été inadéquate durant la période et suite à l'interdiction des implants mammaires de silicone entre 1992 et du 20 octobre 2006;

**CONSIDÉRANT QUE** les déclarations de plaintes concernant les implants mammaires sont inexactes, manquantes ou sous-déclarées;

**CONSIDÉRANT QUE** l'importance des compétences d'un gouvernement responsable est d'assurer la sécurité.

**Et l'intervention réclamée se résume ainsi :**

Nous, signataires, demandons au gouvernement du Québec de :

- collaborer et s'impliquer auprès du gouvernement fédéral afin de prioriser l'obtention du registre sur les instruments médicaux (implants mammaires) afin de mieux surveiller ces dispositifs;
- suspendre immédiatement la vente de tous les implants mammaires du marché québécois, jusqu'à l'obtention de ce registre, afin d'assurer la sécurité pour toutes les femmes québécoises;
- reconnaître l'importance de divulguer tous les risques, même les plus rares, en regard d'intervention esthétique incluant les implants mammaires;
- mettre en place des pénalités dissuasives et punitives auprès des chirurgiens-plasticiens du Québec qui ne se conforment pas à la divulgation de tous les risques d'une chirurgie esthétique.

**Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.**

**Joël Arseneau  
Député des Îles-de-la-Madeleine**

**30 mai 2023**

**Date de signature de l'extrait**